



Pour le Président  
paraphe de l'agent ayant  
délégation  
Lucie ABELLO

## SEANCE DU BUREAU DU JEUDI 1<sup>ER</sup> JUIN 2017 DECISION N° 2017/053 DB

Un extrait de la présente décision a été affiché au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : <b>le vendredi 2 juin 2017</b>	Le jeudi 1er juin deux mille dix sept à douze heures, les membres du Bureau se sont réunis au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, salle des séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel MARCHAND, sur convocation faite par lui le vingt quatre mai deux mille dix sept.
Nombre de membres 23 En exercice 23 Quorum 12	<u>Présents :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>Président : Jean-Michel MARCHAND</li><li>Vice-présidents (13): Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA</li><li>Conseillers délégués (6) : Jacky BOUCHENOIRE, Fabrice ANGER, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU</li></ul>
Présents : 20 Excusés : 03 Absents : – Pouvoirs : 01 Votants 21	<u>Excusés :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>Jean-Yves FULNEAU, vice-président</li><li>Sophie SARAMITO, vice-présidente</li><li>Jean-Luc LHEMANNE, conseiller délégué, a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND</li></ul>
Secrétaire de séance : Michel PATTEE	

### **CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ POUR LA MISE EN PLACE DE CONTENEURS AÉRIENS ET ENTERRÉS DÉDIÉS À LA COLLECTE DES DÉCHETS AVEC LE SMITOM SUD SAUMUROIS - SIGNATURE**

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a délégué la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » au SMITOM Sud Saumurois pour les secteurs du Douessin et du Gennois. Le SMITOM Sud Saumurois assure donc la collecte des déchets en porte à porte et en apport volontaire. Dans le cadre de la collecte en apport volontaire, des conteneurs aériens ou enterrés sont implantés sur le domaine public des communes.

La présente convention est une convention tripartite signée par le SMITOM Sud Saumurois, la commune d'implantation du conteneur et la Communauté d'Agglomération. Elle a pour objet de définir les modalités de mise en place de ces conteneurs dans les communes et les responsabilités de chacune des parties pour :

- Le droit d'implantation sur le domaine public
- L'installation et la mise en service
- Le déplacement et l'entretien des espaces
- L'accès aux installations

La Communauté d'Agglomération est signataire de la convention au titre de la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ». Elle valide ainsi les emplacements déterminés pour l'implantation des conteneurs.

Il n'y a pas d'échange financier entre les différentes parties.

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> avril 2017, pour une durée de 10 ans. A l'issue de cette durée initiale, elle sera

renouvelée expressément pour une durée de 5 ans, si elle n'est pas dénoncée par l'une des parties.

**VU** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**VU** la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté « Saumur val de Loire », portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

**CONSIDÉRANT** que la compétence « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » est une compétence de la Communauté d'Agglomération déléguée au SMITOM Sud Saumurois pour les secteurs du Douessin et du Gennois ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de déterminer les modalités et les responsabilités pour l'implantation des conteneurs de collecte des déchets en apport volontaire ;

**CONSIDÉRANT** le projet de convention d'occupation du domaine public et privé pour la mise en place de conteneurs aériens et enterrés dédiés à la collecte des déchets avec le SMITOM sud saumurois, prenant effet au 1<sup>er</sup> avril 2017, pour une durée de 10 ans ;

**VU** l'information donnée au cours de la Commission « Environnement, déchets et transition énergétique » en date du 18 mai 2017 ;

#### **IL EST PROPOSE AU BUREAU COMMUNAUTAIRE :**

**D'APPROUVER** la convention d'occupation du domaine public et privé pour la mise en place de conteneurs aériens et enterrés dédiés à la collecte des déchets avec le SMITOM sud saumurois ;

**D'AUTORISER** le Président ou le Vice-président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à signer la convention d'occupation du domaine public et privé pour la mise en place de conteneurs aériens et enterrés dédiés à la collecte des déchets avec le SMITOM sud saumurois ;

**D'AUTORISER** le Président ou le Vice-président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Résultat du vote : la décision est votée à l'unanimité

Date de transmission en sous-préfecture

- 9 JUIN 2017

Date de réception en sous-préfecture

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur,

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 2e trimestre 2017



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 Domaines de compétences par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	--------------------------------------	-------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*